

LE SERVICE PUBLIC

RAPPORT DE LA COMMISSION DU SERVICE CIVIL
SUR LES AUGMENTATIONS DES TRAITEMENTS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Erhart Regier (Burnaby-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État suppléant. Le gouvernement se propose-t-il de déposer à la Chambre ou de rendre public de quelque autre manière le rapport soumis récemment par la commission du service civil et qui contient, paraît-il, des vœux relatifs à une augmentation des traitements des employés de la fonction publique?

L'hon. Ellen L. Fairclough (secrétaire d'État suppléant): Monsieur l'Orateur, il conviendrait que cette question soit posée au ministre des Finances.

M. Regier: Monsieur l'Orateur, puis-je répéter ma question au ministre des Finances? Je remarque qu'il s'est fait un plaisir de communiquer des renseignements. Le ministre des Finances peut-il nous dire si le gouvernement se propose de déposer à la Chambre ou de rendre public d'une autre manière le rapport soumis récemment par la commission du service civil et qui contient, dit-on, des vœux relatifs à une augmentation des traitements des employés de la fonction publique?

L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances): Le gouvernement se propose de suivre en cette occurrence l'usage qui a toujours été observé. Il ne déposera donc pas le rapport qui lui est soumis aux termes des dispositions de la loi sur le service civil vu qu'il s'agit d'un document confidentiel.

M. Regier: Autre question. Puis-je savoir si le gouvernement songe à nous donner l'occasion d'amorcer très bientôt un débat sur cette question?

L'hon. M. Fleming: Monsieur l'Orateur, si le dépôt de ce document soulève une controverse, je suis certain qu'en vertu du Règlement de la Chambre on aura l'occasion de débattre la question. Je n'ai pas étudié tout le contenu du *Feuilleton*, ce que je ferai avec le temps, mais je crois qu'il contient un projet de résolution en ce sens.

L'hon. M. Martin: Le projet de résolution est inscrit au nom de l'honorable député d'Ottawa-Ouest.

L'hon. M. Fleming: Il appartiendra à l'honorable député d'Ottawa-Ouest de saisir la Chambre de cette question dès que les travaux de la Chambre le permettront.

M. Regier: J'ai demandé au ministre si le Parlement aurait l'occasion d'engager un débat sur la question des traitements des fonctionnaires.

[L'hon. M. Hees.]

M. l'Orateur: Puisque cette affaire ne relève pas de la compétence administrative du ministre et que la Chambre doit, selon le Règlement, décider quelles questions feront l'objet d'un débat, je signale que nous attendons d'en arriver à un débat qui permettra d'amorcer la discussion du sujet.

PRÉSUMÉE INTENTION D'INSTITUER UNE
COMMISSION D'ENQUÊTE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J.-T. Richard (Ottawa-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Dans quel délai la Chambre peut-elle s'attendre à être renseignée sur les attributions et la composition de la Commission annoncée dans le discours du Trône et qui aura à enquêter sur le fonctionnement du service public et des sociétés de la Couronne?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Je ne sais pas que le discours du Trône ait annoncé quoi que ce soit de ce genre.

M. Richard (Ottawa-Est): Je voulais dire, dans les journaux. Le premier ministre pense-t-il nommer une commission de ce genre durant la session?

M. l'Orateur: L'honorable député est peut-être plus optimiste que celui qui a déjà posé une question au premier ministre sur un sujet d'ordre administratif.

M. Richard (Ottawa-Est): Monsieur l'Orateur, la chose nous a été annoncée de temps à autre par nos vis-à-vis. Nous avons droit à une réponse. Il n'y a rien dans le discours du trône.

LE COMMERCE

PRÉSUMÉE DÉCLARATION DU SECRÉTAIRE DU
COMMERCE DES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Lionel Chevrier (Laurier): Je désire poser une question au ministre du Commerce. Le ministre a-t-il des observations à formuler à l'égard de la déclaration qu'a faite le secrétaire du Commerce des États-Unis, qui se dit partisan de l'établissement d'une zone de libre-échange entre le Canada et les États-Unis?

L'hon. Gordon Churchill (ministre du Commerce): Je doute beaucoup, monsieur l'Orateur, qu'il soit opportun de formuler des observations sur des déclarations faites aux États-Unis. Si l'honorable député veut bien soulever la question au cours du débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône, nous pourrions alors en parler.